

Editorial

de Christine Kerdellant

Faut-il encore faire des enfants ?

On le sait depuis Alfred Sauvy : le malthusianisme entraîne un pays sur la pente du déclin. Il engendre le refus de l'avenir, la peur de l'innovation. Faire des enfants est vital pour qu'une nation conserve sa puissance. Pourquoi, dès lors, la France, qui voit naître beaucoup plus d'enfants que l'Allemagne (2,08 enfants par femme, contre 1,44), est-elle déclinante économiquement, tandis que sa voisine, vieillissante, continue de prospérer ? Non seulement l'Hexagone ne touche pas les dividendes de sa fécondité exemplaire, mais il se fait distancer !

Pour certains, le chômage, qui culmine à 10,8 %, contre 4,5 % chez nos voisins, serait directement lié à ce bon taux de natalité : quand chaque année 800 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, alors que les retraités partent en moins grand nombre, il s'accroît mécaniquement. Mais si cela est vrai à court terme, c'est seulement parce que notre croissance est insuffisante : à 2 ou 3 % l'an, à supposer que les jeunes aient la qualification nécessaire pour occuper les nouveaux emplois, ils seraient parfaitement intégrés. Ce sont ces deux conditions – croissance et qualification – qui font défaut, et il s'agit d'une anomalie française.

Car un pays dont la population s'accroît devrait connaître un meilleur taux de croissance que celui où elle diminue. Ce cercle vertueux suppose que les jeunes, bien formés, soient intégrés dans les entreprises, notamment par le biais de

l'apprentissage. Lorsque les économistes et les démographes prévoyaient que, à partir des années 2000, l'évolution démographique résoudrait la question du chômage en France, ils ne tenaient pas compte de ces « frictions ».

La démographie fait l'histoire... mais seulement sur le long terme. C'est une évidence : les pays les plus peuplés ne sont les plus puissants que s'ils sont bien organisés et efficaces économiquement.

L'avenir démographique de la France semble plutôt triomphant : en 2050-2060, nous serons plus nombreux que les Allemands et, « sauf à intégrer massivement des étrangers, la baisse de la population active germanique finira par obérer sa capacité productive et son aptitude à financer les retraites », explique Vincent Touzé, économiste de l'OFCE. S'il existe aujourd'hui en France un lien négatif entre taux de chômage et taux de natalité, il découle seulement de notre mauvaise organisation économique. Ce poids des dépenses publiques – toujours lui – qui pèse sur les entreprises les rend moins compétitives, donc moins exportatrices, et paralyse la société tout entière. ©

